

# CILSS

COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE  
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL

B. P. 7049 Ouagadougou  
Tél. 30-67-57/58/59



PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR  
DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

Fax 3072 47  
Télex 5263 Comiter

SECRETARIAT EXECUTIF



Burkina Faso



Cap-Vert



Gambie



Guinée Bissau



Mali



Mauritanie



Niger



Sénégal



Tchad

## PAROC

Programme d'Appui Régional aux Organismes Céréaliers

## ATELIER NATIONAL DE SENSIBILISATION POUR DECIDEURS EN CAS DE CARTASTROPHES

DOUGUIA 26-29/10/1991

---

Compte-rendu

Par N'GATOUGO Talla Hell

Novembre 1991

**COMPTE RENDU DE L'ATELIER NATIONAL  
DE SENSIBILISATION POUR DECIDEURS EN CAS DE CATASTROPHES  
DOUGUIA 26-29/10/1991**

du 26 au 29 octobre 1991 s'est tenu à DOUGUIA un atelier national de sensibilisation pour décideurs en cas de catastrophes.

Pour des raisons matérielles les résultats de l'atelier n'ont pas pu être disponibles et ne nous parviendront que plus tard.

Toutefois, nous résumeront ici l'essentiel de ce qui est issu de cet atelier.

### **1 Rappel**

Presque tous les pays du sahel sont soumis, de façon périodique, à des catastrophes de nature et de type diverses. Les pays victimes de ces catastrophes n'ont pas toujours pris les mesures nécessaires pour prévenir ces catastrophes. Aussi, la lutte se fait-elle toujours de manière précipitée et sans une bonne coordination des efforts et ressources nationales déjà rares lorsque celles-ci surviennent.

L'initiative de l'UNITAR s'inscrit dans le cadre de la prévention et vise essentiellement la sensibilisation et la formation continue des cadres responsables au plus haut niveau.

### **2 Objectif**

L'objectif de la présente rencontre est de réfléchir en atelier avec les cadres nationaux de haut niveau de responsabilité aux mesures nécessaires à la prévention par la mise en place des dispositions adéquates de lutte contre les catastrophes en cas de besoin.

### **3 Déroulement de l'atelier**

L'atelier s'est déroulé en deux phases :

- La première phase a consisté en une séance plénière au cours de laquelle plusieurs intervenants ont exposé leurs expériences (des pays et des institutions internationales) en matière de prévention et de lutte contre les catastrophes.
- La deuxième phase s'est déroulée en travaux de groupes. Deux groupes ont réfléchi respectivement sur la ou les structures à mettre en place et sur la mobilisation des ressources intérieures et extérieures.

### 3.1 Les séances plénières

Elles ont donné lieu à plusieurs interventions de différents représentants ,

- de pays( Tchad, Burkina Faso, Mali et Niger),
- des Institutions Internationales dont le CILSS (et
- des Organisations Non Gouvernementales)

qui ont fait un bref exposé de leurs expériences en matière de lutte contre les catastrophes. Outre le SAP qui a été signalé au niveau des quatre pays comme moyen de travail les intervenants ont presque tous déploré l'inexistence d'une structure spécifique de gestion des Catastrophes.

#### 3.1.1 Les expériences des pays

##### Le Tchad

Comme les autres pays de la sous-région, le Tchad est souvent confronté à des catastrophes dont la dernière en date est l'inondation survenue pendant l'hivernage de 1992.

Le département de la Sécurité Alimentaire a fait état de l'existence d'un Comité d'Action pour la Sécurité Alimentaire et les secours d'Urgence (CASAU). Cette structure est appuyée par un réseau radio qui alerte en cas de catastrophe et fournit généralement des informations sur la situation de sécurité alimentaire au niveau local. le CASAU dispose également du SAP comme moyen de travail; il reçoit en plus régulièrement le rapport des Préfets qui président les Comité préfectoraux . Indépendamment des Comités préfectoraux et sous-préfectoraux, des missions ponctuelles du CASAU central ont lieu dans les provinces.

La Santé a mis en place le Comité d'Action de Sanitaire Urgente (CASU) dont dérive un Comité technique restreint. Le représentant de ce département a insisté sur la nécessité de créer un bureau de gestion des catastrophes; d'autre part, il a souligné qu'en cas d'épidémie, il est toujours obligatoire de déterminer au préalable l'agent causal, ce qui justifierait la création d'une structure d'intervention rapide. Par ailleurs, il a attiré l'attention sur l'importance d'une concertation régionale entre pays frontaliers; cela pourrait se faire par la mise en place,

- d'un bureau permanent et
- d'un système de surveillance,

et l'intégration régionale des actions de lutte contre les épidémies les plus courantes.

La Croix Rouge possède une structure décentralisée à travers ses Comités Régionaux et ses brigades; elle a, grâce à son projet d'encadrement de la jeunesse, formé 2.000 jeunes secouristes.

L'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne (ASECNA), contribue à la prévention et à la lutte contre les catastrophes par un appui à l'information à partir de son réseau de télécommunication très décentralisé.

Toutes ces structures sont mobilisables en cas de désastre mais pris individuellement, leurs capacités sont vite dépassées par l'ampleur du sinistre qui exige des compétences supplémentaire pour être maîtrisé. Le problème qui se pose toujours lors des catastrophes vécues est celui de la coordination de toutes les actions en vue de leur meilleure gestion afin de mieux maîtriser les sinistres et leurs effets.

Concernant la **Protection Civile**, constat a été fait qu'il subsiste un vide d'organisation. Des textes relatifs à ce volet existent au Ministère de l'Intérieur, mais aucune structure n'a été mise en place pour y pourvoir faute de moyens.

#### Le Burkina Faso

il existe un Comité National de Lutte contre les effets de la Sécheresse (CNLS). Ce Comité est doté d'un Secrétariat permanent. Le démembrement du CNLS en commissions provinciales et départementales est systématique lorsqu'une catastrophe survient ainsi une réponse est organisée au niveau national parallèlement aux requêtes adressées aux institutions internationales et autres agences de coopération.

#### Le Mali

Il a été créé un Comité National d'Action d'Urgence et de Réhabilitation (CNAUR). Celui-ci, comme dans les autres pays dispose du SAP comme moyen de travail. Au niveau de la protection civile beaucoup reste encore à faire; seul le service des sapeurs pompiers a été créé et n'existe qu'à Bamako. A l'instar des autres pays, le Mali souffre depuis ces dernières années de la sécheresse; à cette catastrophe s'ajoutent les populations rapatriées.

#### Le Niger

Il n'existait pas d'autre structure de lutte contre les catastrophes en dehors du SAP qui couvre l'ensemble du territoire national et a une structure décentralisée. Il constitué de deux organes :

- le Comité National qui comprend à un haut niveau les départements et est composé de 6 groupes pluridisciplinaires.
- Le Comité Régional chargé du suivi de la sécurité alimentaire

A la suite de l'atelier organisé par l'UNITAR, une structure de gestion des catastrophes a été mise en place.

### 3.1.2 Les actions des organisations internationales :

#### - Le CILSS

Le représentant du CILSS a, dans son exposé, fait une brève historique du Comité qui a vu le jour à la suite de la grande sécheresse de 1973. Il a ensuite souligné que les actions du CILSS, dans le cadre régional, se situent en amont et en aval des catastrophes. Elles consistent principalement au transfert et à la vulgarisation des nouvelles connaissances acquises, à l'information des décideurs et à la formation des acteurs du Développement. Ces actions sont sous-tendues par les institutions spécialisées du Comité (Centre Agrhymet, INSHA) ainsi que ses programmes et projets régionaux.

#### - Le PAM

Le Directeur des opérations a souligné que, pour juguler les catastrophes dans le monde, le PAM a mis en place la "Réserve Internationale d'Aide d'Urgence" (RIAU) en 1975. Le niveau de cette réserve se situe à 500.000 TM. Elle est constituée de trois quart en nature et un quart en ressources financières. Au niveau local, le PAM gère un stock physique (de 24.000 t.) et un fonds de sécurité.

Le stock physique est constitué en priorité des achats locaux et des produits provenant des échanges triangulaires. Le PAM finance dans des zones à risques, des projets de développement (routes, systèmes d'irrigation) avec un volet vivre contre travail.

#### L'UNDRO

Le représentant de l'UNITAR qui a présenté l'UNDRO a souligné que celui-ci est, au niveau des Nations Unies, le coordonnateur des aides en cas de catastrophes, il suscite l'aide et participe à la formation; il a saisi l'occasion pour insister sur la complémentarité avec le PNUD, qui lui, assure la coordination le financement en suscitant des programmes.

On retiendra également de cet exposé quelques définitions relatives aux terminologies employées en matière de Catastrophe. En effet, celle-ci présente deux situations de départ et d'arrivée, entre les deux se passent des événements de la nature soudaine et des événements à évolution plus lente (sécheresse) et aléatoire (péril acridien).

Quant à la gestion d'une catastrophe, il a précisé qu'une catastrophe change l'ordre établi et gérer celle-ci implique

gérer les changements en tenant compte des imprévus et inattendus en partant de trois principes dont :

- l'Observation : mise en place d'un réseau pour la saisie des données,
- l'Analyse en vue de déterminer ce qu'il convient de faire
- la Planification qui se traduira par l'élaboration d'un programme d'actions, l'évaluation du désastre, la formulation des recommandations en vue d'institutionnaliser la mémoire après la crise et d'assurer la formation des successeurs.

## L'OMS

L'objectif premier de l'OMS est la prévention des catastrophes; elle est plus directement impliquée dans les cas précis d'épidémies et joue un rôle d'entremetteur pour activer l'aide extérieure. Pour ce faire, elle apporte son appui technique aux Etats membres pour

- la préparation et la présentation des dossiers,
- l'analyse de la situation,,
- la formation,
- la collaboration avec les établissements de formation,
- la gestion d'un centre de documentation,
- le développement d'une base de données sur les catastrophes,
- la coordination avec les autres agences responsables des secours.
- le suivi de l'utilisation des moyens alloués.

### 3.2 Les travaux de groupe

Les différents exposés précédemment résumés ont été suivis de débats qui ont abouti aux conclusions suivantes :

- L'absence d'une structure de prévention et de lutte contre les catastrophes,
- Les difficultés liées à la mobilisation des ressources intérieures et extérieures.

Il a ainsi été convenu de réfléchir, en deux groupes de travail, sur les deux éléments de conclusion.

Les résultats des travaux des deux groupes peuvent être résumés comme suit:

#### 3.2.1 Les travaux du groupe I

Le groupe I a essentiellement planché sur la conception **d'une structure permanente de lutte contre les catastrophes.** Pour ce faire, un inventaire préalable des catastrophes vécues et potentielles a été établi comme l'indique le tableau ci-dessous :

Examen des différents types de catastrophes :

Nature	Catastrophes vécues	Catastrophes potentielles
Lentes		
	Sécheresse	
	Epidémies	
	Conflits armés	
	Acridiens/rongeurs	
	Conflits armés	
	Populations déplacées	
Rapides		
	Epidémies	Technologie
	Epizootie	Réfugiés
	Inondations	Risques-météo
	Acridiens/rongeurs	Tremblement de terre
	Conflits armés	Volcanisme
	Rapatriés/réfugiés	

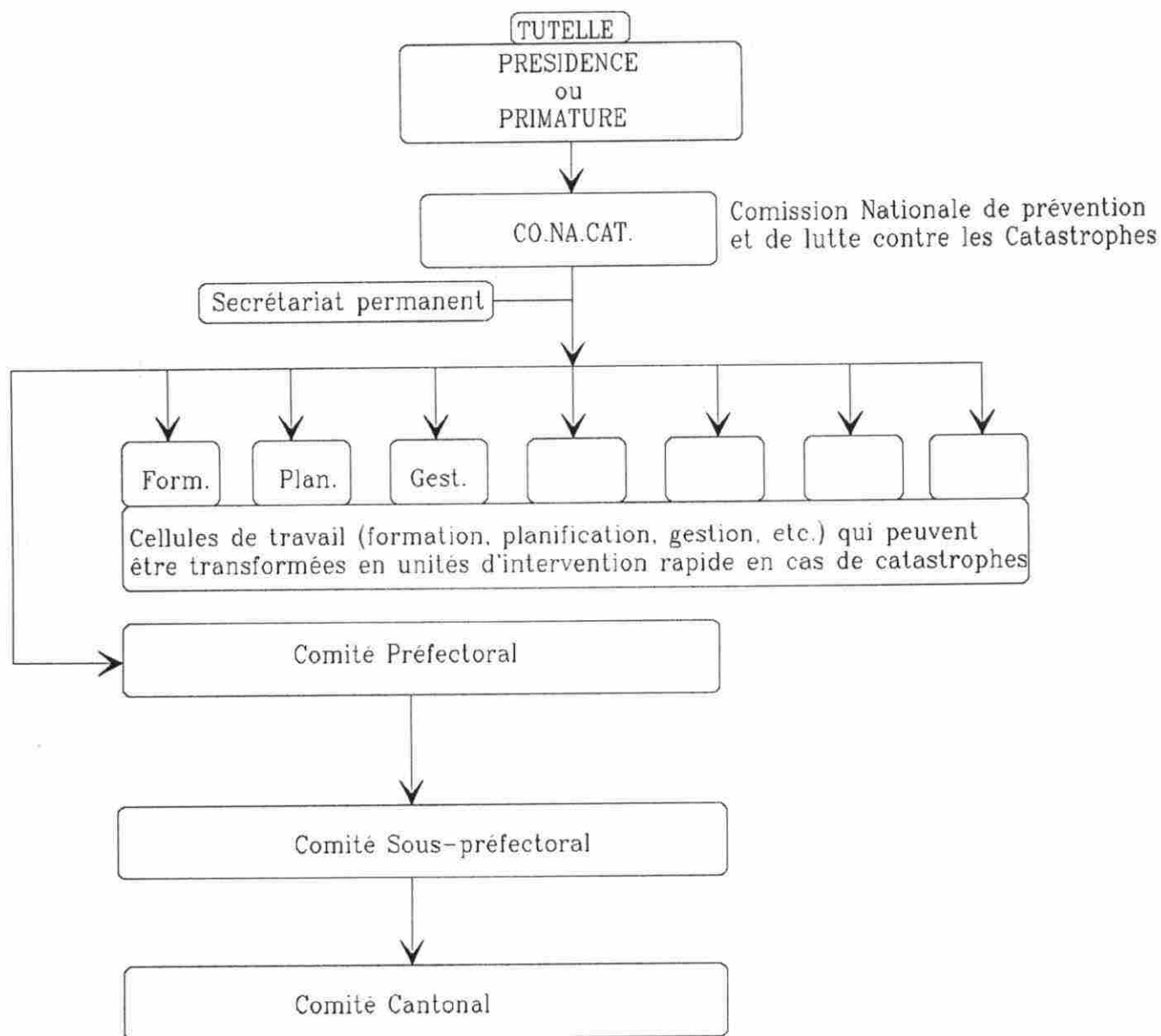
Les différents acteurs impliqués au niveau des départements ministériels, (qui interviennent ou qui devraient intervenir en cas de catastrophes) sont notamment :

- Administration Territoriale,
- Défense Nationale
- Affaires Etrangères,
- Plan et Coopération,
- Santé Publique,
- Information,
- Economie et Finances
- Mines et Energie/Ressources en Eau,
- Développement Rural
- Travaux Publics et Transports,
- Education Nationale.

Le groupe I a proposé la création d'une structure permanente dénommée "Commission de Prévention et de lutte contre les Catastrophes" (CONACAT) et déterminé pour cette structure l'organigramme suivant :



# ORGANIGRAMME DE LA STRUCTURE PROPOSEE



## Les mission et rôle de la CONACAT sont de :

- Préparer le pays à toute catastrophe,
- Assurer le pouvoir de gestion en cas catastrophe,
- Assurer la coordination pour la supervision de la réhabilitation après la crise.

## Pour son fonctionnement, la CONACAT doit avoir :

- son siège,
- un personnel administratif,
- du matériel de bureau (informatique, mobilier),
- un financement : national (état, collectivité) et



international

- un système Communication,
- du matériel roulant,
- des moyens aériens,
- un pouvoir de réquisition.

Au terme de ses travaux, le groupe I formulé les recommandations suivantes :

- 1) Création d'une structure nationale,
- 2) Mise en oeuvre d'un programme national de prévention,
- 3) Assurer la formation des agents techniques de l'Etat,
- 4) Implication à tous les niveaux des masses-média,
- 5) Mise en oeuvre des moyens (institutionnels et financiers) nécessaires pour rendre opérationnel le CONACAT.

## **Groupe II La mobilisation des ressources intérieures et extérieures**

Après avoir identifié les catastrophes,

- réguliers : les épidémies, famines, incendies, inondations, péril acridien, conflits, accidents,
  - potentiels : pollution, séisme, éruptions volcaniques,
- la deuxième commission a subdivisé les catastrophes en trois phases :

### **1) Avant catastrophe :**

- a) recensement des risques
- b) activités de prévention
  - . juridiques,
  - . techniques,
- c) Préparation :
  - . Formation,
  - . Education,
  - . SAP
  - . Développement des plans opérationnels spécifiques
  - . Inventaire des ressources et des moyens
  - . Identification et inventaire des ressources complémentaires
  - . mécanisme de mise à jour des informations

### **II) Pendant la catastrophe**

- a) Déclenchement et exécution des plans
- b) Evaluation rapide des besoins immédiats
- c) Gestion des ressources
- e) supervision

### **III Après la catastrophe**

- a) Reconstruction-réhabilitation
  - . évaluation des dégâts, estimation des besoins
  - . demande d'assistance

- . supervision
- b) Evaluation de réponse
  - . plan opérationnel
  - . adéquation des moyens
- c) Réactualisation des programmes
  - . mémorisation
  - . base des données.

L'atelier a constaté et discuté les résultats des travaux des deux commissions. Pour le thème traité par le Groupe II, il a été convenu de poursuivre les réflexions afin d'en affiner et concrétiser davantage les résultats.

Le 29/11/1991, un communiqué final, rédigé et discuté en plénière, a sanctionné les travaux de l'atelier :

#### **Communiqué final**

Du 26 au 29 Novembre 1991 s'est tenu à Douguia, un atelier sur la prévention des catastrophes et la gestion des programmes de secours des cadres supérieurs nationaux des départements ministériels concernés par les catastrophes

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Secrétaire général du Gouvernement représentant le Ministre du Plan et de la Coopération, en présence du Secrétaire d'Etat au Développement Rural chargé de la sécurité alimentaire et des populations sinistrées et du sous-préfet adjoint de NDjaména rural.

Le représentant du coordonnateur des Nations-Unies au Tchad et les responsables de l'UNITAR (Institut des Nations-Unies pour la formation et la recherche) ont honoré de leur présence cette cérémonie d'ouverture. Ont également pris part à cet atelier, les observateurs du Burkina Faso, Mali, Niger et du CILSS ainsi que les représentants de l'UNICEF, du PAM, de l'OMS, du SECADEV et de la Croix-Rouge du Tchad.

Le Secrétaire général adjoint du gouvernement, procédant à l'ouverture de l'atelier, a exprimé ses remerciements aux participants et a souhaité la bienvenue aux honorables invités de l'UNITAR, du CILSS et des pays amis. Il a ensuite souligné l'importance de la prévention des catastrophes et des gestions de programmes de secours pour le Tchad qui a fait face à de nombreuses situations d'urgence et a apprécié le concours de la communauté internationale. Enumérant les diverses catastrophes notamment la sécheresse, les inondations, les épidémies, il a mis l'accent sur les difficultés rencontrées du fait de la faiblesse des ressources et du manque d'infrastructures pour l'exécution des programmes de secours.

Il a par ailleurs reconnu la persistance des catastrophes et des épidémies qui exigent des actions du gouvernement pour atténuer les souffrances des populations victimes. A cet effet, il a remercié le PNUD et l'UNITAR de leur appui

technique et financier pour l'organisation de l'atelier dont les recommandations feront l'objet d'un examen attentif de la part du Gouvernement.

Au cours de leurs travaux, les participants ont retenu les points suivants :

- 1) La nécessité de la mise en place d'une structure organisationnelle permanente dont le rôle consistera à suppléer aux structures ponctuelles créées à l'occasion des cas de catastrophes pour permettre une prise de décisions immédiates ;
- 2) La mobilisation des ressources intérieures et extérieures en vue d'une intervention rapide eu égard au processus et au délai d'acheminement de l'aide internationale.
- 3) La formation continue des cadres moyens chargés de la gestion des programmes de secours.

Ces points ont fait l'objet d'intenses discussions qui ont abouti aux recommandations suivantes :

- Considérant la fréquence des catastrophes au Tchad,
- Considérant l'inexistence des structures de prévention et de lutte adéquates,
- Considérant les problèmes rencontrés lors des demandes d'aides internationales,
- Considérant la faiblesse de la coordination sous-régionale en cas de catastrophe

L'atelier recommande :

- 1) La création rapide d'une commission nationale de prévention et de lutte contre les catastrophes,
- 2) Le rattachement direct de cette commission au sommet de l'Etat,
- 3) La mobilisation des moyens institutionnels et financiers nécessaires pour rendre opérationnelle la commission,
- 4) La mise en oeuvre d'un programme national de prévention et de lutte contre les catastrophes,
- 5) La formation des responsables et des agents techniques appelés à participer à la lutte contre les catastrophes,
- 6) L'institutionnalisation des programmes de formation et l'introduction des programmes dans l'éducation,
- 7) L'amélioration de la coopération sous-régionale en cas de catastrophes,
- 8) La mise en chantier d'un projet de création d'une organisation de la protection civile.

## Prévention des catastrophes et gestion des programmes de secours au Tchad

Programme de l'atelier de sensibilisation des cadres supérieurs

Lieu : Douguia

Date : à fixer (du mardi 26 au vendredi 29 novembre 1991)

La réunion en "atelier" implique une discussion ordonnée, mais ouverte et sans formalisme excessif tel que inscription formelle des orateurs ou tour de parole - Toutes les heures indiquées ci-dessous sont des prévisions ; elles peuvent être modifiées pour tenir compte des développements de la discussion.

Programme de la première journée : mardi 26 novembre 1991

**Matinée** : déplacement de NDjaména à Douguia en minibus

peu après 12H00 : enregistrement, installation, déjeuner

15H00 : ouverture-informations pratiques (horaire, transport, repas, etc)-présentation des participants, des animateurs-adoption de l'ordre du jour

15H30 : description de l'objectif de l'atelier par le coordonnateur (UNITAR) ; discussion de cet objectif

16H30 : pause

17H00 : élection par les participants tchadiens du bureau (président, vice-président, rapporteur)-installation du bureau

17H10 : rappel des crises récentes (10-15 dernières années) au Tchad par un représentant de chacun des secteurs affectés (santé, alimentation, ordre public, transport, etc...) ; présentation de dix minutes maximum par sujet

18H00 : exposé par les représentants du Burkina Faso, du Mali et du Niger des problèmes propres à leur pays ; exposé par le représentant du CILSS des problèmes et solutions tels que le CILSS les voit ; questions et réponses pour clarification

19H00 : dîner

Programme de la deuxième journée : mercredi 27 novembre 1991

- 08H00 : qu'est-ce que la prévention des désastres ?  
Comment les prévenir ? (Plans et organes,  
législation, assistance internationale)-  
discussion menée avec l'assistance de  
représentants du PNUD et de l'UNDRO
- 09H30 : méthodes de prévision : climatologie,  
pluviométrie, approvisionnement en eau, prévision  
des besoins quantitatifs (migrations, etc...) et  
qualitatifs (aspects nutritionnels), entreposage  
et gestion (au sens large)des stocks-discussion  
menée avec l'assistance d'experts représentant  
l'OMM, le PNUD, la FAO, l'OMS, le PAM
- 10H30 : pause
- 11H00 : réponse aux urgences : secours, communications,  
transports, logistique, structure
- 12H30 : déjeuner
- 15H00 : -discussion et conclusions sur les exposés du  
matin : nécessité de coordonner et planifier  
: -information sur le rôle de la collectivité  
internationale, des organisations ONU en cas de  
crise et de catastrophe
- 16H30 : pause
- 17H00 : inventaire provisoire des conclusions déjà  
atteintes; selon le point atteint par l'atelier,  
constitution de groupes de travail s'attachant  
plus particulièrement à certains aspects tels que  
planification des secours, ou types de  
catastrophes, ou structure.
- 19H00 : dîner

Programme de la troisième journée : jeudi 28/11/1991

- 08H00 : réunion en groupes de travail ; coordination par le bureau et le coordonnateur ; les groupes de travail devraient examiner en tout cas les systèmes d'information, d'alerte, de décision, d'intervention, de secours, d'appel à l'aide internationale qui permettent de donner une réponse flexible, adaptée à l'évolution de situations de catastrophe
- 13H00 : déjeuner
- 15H00 : reprise des travaux en groupes de travail
- 16H30 : (ou plus tôt si possible)  
pause suivie de  
- séance plénière, avec rapport des groupes de travail  
- discussion des rapports et de leurs recommandations  
- examen des besoins en formation dont la couverture permettrait d'assurer une réponse adéquate, à tous les niveaux, aux situations de catastrophe
- 19H00 : dîner

Programme de la quatrième journée : vendredi 29/11/1991

- 08H00 : séance plénière, présentation et adoption des conclusions s'exprimant en  
a) besoins et  
b) moyens de  
. organisation administrative (structure des services  
. structure matérielle (logistique, planification)  
. formation de base et formation continue
- 11H00 : clôture des travaux
- 11H30 : remise par les participants du formulaire d'évaluation
- 12H00 : déjeuner
- 14H00 : retour à NDjaména

## ANNEXE 2 : Exposé du représentant du CILSS

Le CILSS a été créé à la suite de la grande sécheresse de 1973 et comprend aujourd'hui neuf (9) Etats membres.

Ses organes de direction sont :

- la Conférence des Chefs d'Etat,
- le Conseil des ministres,
- Le Comité Technique des experts nationaux,
- Le Conseil de Direction,
- Le Secrétaire Exécutif,

Le comité a pour but :

- . d'étudier l'ensemble des problèmes qui font obstacle à la réalisation de l'autosuffisance alimentaire,
- . de procéder à la collecte, au traitement et à la diffusion des informations afin de sensibiliser les Etats et la Communauté au problème de la région et de contribuer à la coordination des politiques de développement , de recherche, de formation menées contre la sécheresse et la désertification.
- . de promouvoir la réalisation d'actions d'intérêt sous-régional et régional
- . de mobiliser les ressources nécessaires au financement des programmes régionaux et sous-régionaux définis dans le cadre de l'autosuffisance alimentaire et de la lutte contre la désertification.
- . de contribuer à la coordination des aides d'urgence afin de promouvoir leur utilisation comme facteur de développement.

Les problèmes qui se posent aux pays sahéliens se situent au niveau des grands traits caractéristiques du vaste ensemble géographique et sont notamment :

- . la très faible densité moyenne des populations hétérogènes,
- . la persistance d'aléas climatiques très marqués qui ont un très grand impact sur le niveau des ressources naturelles réellement utilisables.
- . le taux d'accroissement démographique élevé (2,3 % en moyenne/an)
- . l'enclavement créant d'importantes difficultés de communication internes et externes
- . l'érosion et dégradation des sols sur de grandes étendues en relation avec l'évolution climatique et la pression démographique.

Au regard des problèmes ainsi générés par ces caractéristiques dramatiques, le CILSS a, au départ mobilisé des ressources financières pour les pays membres. Ces ressources ont servi à financer des projets dits de première génération qui n'ont pas toujours donné les résultats attendus.

Le CILSS a dû se restructurer en vue de mieux suivre les



projets dans les pays membres et ses actions visent la réalisation de deux grands objectifs :

- la sécurité alimentaire,
- La lutte contre la désertification.

Le CILSS oriente ses interventions dans les pays membres sur trois volets qui sont :

- . le transfert et la vulgarisation de nouvelles connaissances acquises (ou d'expériences positives)
- . l'information des décideurs
- . la formation des acteurs du développement.

Le CILSS a son Secrétariat Exécutif à Ouagadougou (au Burkina Faso). Il dispose de deux principales institutions spécialisées:

- . le Centre AGRUME à Niamey (Niger)
- . l'Institut du Sahel à Bamako (Mali)

Les actions du CILSS ont porté ces dernières années essentiellement sur, **La Sécurité Alimentaire et la Lutte Contre la Désertification**, et ont consisté :

- à l'élaboration des politiques céréalières dans les pays membres et leur mise en cohérence.
  - . au renforcement de la capacité des offices céréaliers à remplir leur mission (PAROC)
  - . à la mise en place d'un programme de promotion des céréales locales, transformation et valorisation (PROCELOS)
- au renforcement des capacités opérationnelles des statistiques nationales, DIAPER
  - . appui institutionnel
  - . appui technique pour le diagnostic permanent de la situation agricole et alimentaire dans les pays membres,
- à la mise en place de programmes régionaux ,tels que :
  - . Le Programme Régional Solaire (PRS), qui vise l'équipement des points d'eau en moyens d'exhaure utilisant l'énergie solaire,
  - . Le Programme Régional Gaz (PRG), consommation gaz butane et consommation bois/étude des circuits d'approvisionnement
  - . Le Programme de formation et d'information sur l'environnement (PFIE)
- à la création d'un centre d'études et de recherche sur la population pour le développement (CERPOD).
- le CILSS conduit également avec la CEDEAO, à travers le Centre de recherche sur l'Energie Solaire (CRES) à Bamako, la recherche sur l'énergie alternative .

En conclusion, par rapport aux catastrophes, le CILSS intervient notamment au niveau de la préparation des actions de développement à travers la formation et l'information des acteurs intéressés en vue de prévenir les catastrophes ou d'aider à la réhabilitation après celles-ci.

### ANNEXE 3 : Motion de remerciements

Les participants à l'atelier de sensibilisation des cadres supérieurs en cas de catastrophe tenu à Douguia du 26 au 29 novembre 1991 et plus particulièrement les représentants des pays amis du Burkina Faso, du Mali et du Niger, ceux du CILSS et du Système des Nations Unies expriment leurs sincères remerciements et leur profonde gratitude au Gouvernement et au peuple tchadien pour l'hospitalité fraternelle dont ils ont été l'objet tout au long de leur séjour.

Ces remerciements et cette profonde gratitude s'adressent également au Gouvernement Suisse et à l'UNITAR pour leur appui technique et financier sans oublier le personnel de la station touristique de Douguia dont la disponibilité a permis un bon déroulement des travaux.

Fait à Douguia, le 29 Novembre 1991

L'atelier

**ANNEXE 4 : Discours de clôture de la Secrétaire Etat  
au Ministère du PLAN**

- Monsieur le Ministre,
- Messieurs les directeurs et chefs de services,
- Honorables invités,
- Mesdames et messieurs,

Je voudrais avant tout vous exprimer mes remerciements pour avoir bien voulu prendre part aux travaux de l'atelier sur la prévention des catastrophes et la gestion des programmes de secours et vous adresser mes vives félicitations pour les résultats très pertinents auxquels vous êtes parvenus.

Qu'il me soit également permis de remercier nos honorables invités des organisations internationales du système des Nations-Unies, du CILSS et des pays amis,

Mesdames, messieurs ,

Durant quatre jours, vous êtes attelés à réfléchir sur la problématique globale de développement du Tchad, en liaison avec les thèmes du séminaire. A l'issue de vos travaux, vous avez formulé des recommandations qui permettront à notre pays, j'en suis convaincu, de mieux appréhender, en dépit de ses modestes moyens, les vrais problèmes de prévention des catastrophes et de gestion des programmes de secours.

Aussi, je voudrais remercier d'une part les animateurs qui ont bien voulu transmettre leurs connaissances aux participants et d'autre part exprimer à nouveau la gratitude du Gouvernement Tchadien à l'endroit du PNUD, de l'UNITAR et des autorités Suisses.

Je me ferai le devoir de transmettre au Gouvernement tchadien les recommandations pertinentes issues de cet atelier.

Pour terminer, je souhaite bon retour à nos honorables invités dans leurs pays respectifs et émets le vœux de voir se poursuivre notre coopération en matière de prévention des catastrophes et en matière de gestion des programmes de secours.

Je déclare clos les travaux du présent atelier, je vous remercie.

# Annexe 5

## Liste des participants à l'atelier du 26 au 29 Novembre 1991 à Douguia

Nom et prénoms	Fonction	Service
1) Blamsia Braoussala	Président	Dir. Plani. Mtère Plan et Coop.
2) Ahmat Oumar Outman	Chef de Division Etudes	SPONG/MPC
3) Atodji Nanedjim	Directeur	Affaires sociales
4) Dr. Anour Mahamat	Médecin Chef	Service des Urgences
5) Mahamat Bachar gadaya	Directeur	Sécurité Alimentaire
6) Midebel D. Nembontar	Chef Service Agramétéorologie	DREM
7) Hassane Mayo Abakaka	Dir. des organisations internat.	Mtère Affaires Etrangères
8) Lembaye Narbaye A.	Assistant Programme Officer	UNICEF
9) Mahonté Daguina	Directeur adjoint ONC	ONC
10) Moaïlassem Betar	Dir. Etudes et Planification	MTPT
11) Ngariban Halligobaye	Chef du bureau d'Etudes	Mairie
12) Ngaromillet Michel	Direct. Protection Végétaux	NDR Protection Végétaux
13) Ndemign Doumo	Chef de service Météo	Assecna
14) Saléh Ramadan Malick	Directeur	Soins Santé Primaire
15) Youssouf Atim	Directeur	Affaires sociales et sce CRT
16) Yohondamkoul Sakor	Adjoint au Directeur des urgences	SECADEV
17) Tangar Mayo	Cdt Adjoint B. territoriale	Mtère Défense

## Annexe 5

### Animateurs et Organisations internationales

Nom et prénoms	Fonction	Service
1) Dr. Bordonado Jean Louis	Spécialiste médecine, urgences et catastrophes	WAEMDR
2) Guérindjibaye Etienne	PAM	
3) Taft-Dick Jeffrey	Directeur des Opérations PAM	PAM/NDJAME
4) Tassin Jacques	Coordonnateur	UNITAR
5) Dr. Hariga Fabienne	Consultant	OMS
6) Hubert Isabel	Administratrice	UNITAR
7) Hassum Ceesay	Conseiller au Programme	PNUD/TCHAD

### Observateurs

Nom et prénoms	Fonction	Service
1) Adamou Idé	Secrétaire Permanent du SAP	NIGER
2) Barry Inoussa	Secrétaire Permanent	CNLES Burkina
3) Capitaine Sissoko Sanké	Chef de Service Protection Civile	MALI
4) Ngatougo Talla Hell	Expert en Gestion et Organisation au PAROC	CILSS

### Autres

Nom et prénoms	Fonction	Service
1) Moeroua Sana Michel	Secrétaire	FST
2) Odéring Goulaye Jérémie	Journaliste	RNT
3) Judas Yoguérem	Reproducteur	PNUD